

**COMMUNICATION DE L'HONORABLE VITAL KAMERHE,
PRESIDENT DU COMITE DES SAGES ET PORTE-PAROLE DE LA
CONFERENCE SUR LA PAIX, LA SECURITE ET LE
DEVELOPPEMENT DANS LES PROVINCES DU NORD KIVU ET
DU SUD KIVU A LA PLENIERE DE CE JEUDI 10 JANVIER 2008**

Chers Frères et Sœurs,

Parler de la paix paraît toujours, pour ceux qui n'ont pas connu la guerre comme une vue de l'esprit, car l'absence des conflits, la quiétude matérielle voire spirituelle peut entraîner un engourdissement qui vous fasse oublier les fondements de la tranquillité.

Parler de la paix dans une société d'abondance est un euphémisme, car la paix comme le sel dans la nourriture n'est pas visible à l'œil nu, c'est une manifestation d'une cohérence organisée, cohérence volontariste toujours, car dans un monde aux besoins illimités et aux moyens limités, chaque jour est un choix, le choix de la coexistence pacifique, ou de la prédation.

Parler de la paix, c'est avant tout parler de la guerre, non comme la négation de la paix, mais comme une rupture face à l'inévitable conflit entre l'homme et son semblable, qu'il juge indésirable dans la vie. Est-ce que finalement devons-nous donner raison à ceux qui disent que l'homme est un loup de l'homme.

Tout au long de mon expérience d'homme, d'intellectuel, de politique, de responsable dans notre Etat, je me suis fondamentalement demandé si la paix était possible et quelle serait la condition principale de son avènement ?

A cette question abstraite s'oppose des situations tragiques d'absence de paix. La paix est donc un sentiment qui s'impose à l'esprit seulement quand on vit son contraire où quand on compare des instances du temps.

Je ne voudrai pas ici pour parler de la paix, vous entraîner dans des considérations théoriques et philosophiques car les problèmes qui se posent aujourd'hui sont concrets, à savoir, des pertes énormes en vies humaines, des milliers de déplacés et une destruction massive des infrastructures socio-économiques.

Je dis que ceci est inadmissible et je suis convaincu sans doute aucun que vous êtes du même avis. C'est pourquoi, je voudrai vous amener à visiter l'histoire récente de notre pays et vous parler de différentes guerres et de la manière dont elles ont été arrêtées par la voie politique et diplomatique.

Chers frères et sœurs;

A partir du moment où les équilibres sous-régionaux ont été perturbés par les événements tragiques du Rwanda de 1994, dont les conséquences se sont déversées sur notre pays en créant d'autres types de problèmes, je voudrai vous signaler que deux logiques se sont toujours confrontées, celle de la résolution par les armes des antagonismes et celle de l'approche politique et diplomatique.

Il vous souviendra que face à 2 millions des réfugiés dont certains étaient armés qui se trouvaient dans le pays sans y avoir été invité par notre Gouvernement, il y avait deux moyens de le résoudre : Soit en confiant à la tripartite Zaïre-Rwanda et HCR pour résoudre le retour des réfugiés chez eux en demandant au Rwanda de créer les conditions de leur réinsertion et réinstallation, soit on utilisait la coercition. Vous savez que la Communauté

internationale n'a pas financé le premier plan de départ volontaire élaboré par le Gouvernement Kengo. Cette solution n'ayant pas totalement réussie le Rwanda a opté pour une solution militaire avec ses alliés congolais pour venir au Zaïre de l'époque pour résoudre le problème qui se posait à lui. L'Ouganda a emboîté le pas au Rwanda et est venu au Congo avec son armée.

L'AFDL a commencé la guerre de libération avec 2 agendas, l'un qu'incarnait parfaitement Mzee Laurent-Désiré KABILA de chasser du pouvoir la dictature et c'était la volonté aussi du peuple Congolais et l'autre des alliés rwandais et ougandais qui voulaient en finir avec leurs groupes armés.

C'est le moment de nous poser la question de vérité ?

Depuis 1996 jusqu'à 2008 aujourd'hui, l'aspect militaire a-t-elle réussi à enrayer le phénomène ex-FAR et Interahamwe ?

Et pourtant au nom de cette logique militaire des centaines des vies ont été fauchées et pourtant ni la paix, ni la sécurité, ni le développement ne sont au rendez-vous.

De 1997 à 1998, James KABAREBE a dirigé l'armée nationale avec les moyens que peut avoir un Chef D'état Major, il n'a pas réussi à enrayer ce phénomène là. Le RCD est venu par la guerre du 02 août 1998, toujours dans cette logique militaire pour obtenir sans doute des réponses à des agendas. Cinq ans durant et ce malgré la présence massive de l'armée rwandaise à ses côtés, le phénomène décrié est toujours là, le peuple et les Provinces plus meurtries qu'avant.

C'est cela la triste réalité de la paix au bout du fusil, elle est facteur de violence et ne résout jamais définitivement un conflit.

Heureusement au même moment que les balles crépitaient, il y avait encore des fenêtres ouvertes de dialogue, de diplomatie et de négociation. C'est cela qui nous a fait avancer depuis le 8 août 1998 à Victoria Falls, qui nous a permis grâce au plan de désengagement de réussir le déploiement d'une force neutre, la MONUC, et d'obtenir de la part du Conseil de sécurité des résolutions pertinentes à la résolution de la guerre d'agression.

Pendant longtemps la question qu'il fallait résoudre, était celle de savoir si le Gouvernement Congolais pour mettre fin à la guerre d'agression et les différentes rébellions devait suivre uniquement la voie militaire ou explorer aussi des pistes des solutions politiques et diplomatiques.

Il convient de rappeler que lors de négociation de l'Accord de Lusaka, nous étions loin de nous accorder sur le chapitre 5 relatif au Dialogue Intercongolais. Parce que pour certains à Kinshasa comme ailleurs au pays, discuter avec le RCD, le MLC, le RCD-KML et le RCD/N équivaldrait à donner une licence au Rwanda et à l'Ouganda d'infiltrer notre armée et nos Institutions. D'autres par contre, soutenaient le fait qu'entre Congolais on devrait arriver à s'entendre sans sacrifier inutilement les vies humaines, ni détruire nos infrastructures économiques de base.

Vous vous souviendrez en effet que ces mouvements, à l'époque, pour le RCD du le Rwanda et pour le MLC de l'Ouganda. Ceci fondait une partie d'entre nous à être radicale pour refuser tout rapprochement avec les mouvements rebelles.

Pendant ce temps, il y avait d'autres frères autour du Chef de l'Etat de l'époque, Mzee Laurent-Désiré KABILA et parmi lesquels votre interlocuteur qui estimaient qu'on pouvait malgré tout donner la chance à l'option politique et diplomatique, la chance au dialogue.

Lors d'une séance de négociation de l'Accord de Lusaka, avec la bénédiction de Mzee YERODIA et du Général KALUME ici présent, nous avons proposé, après impasse de plusieurs jours, que les étrangers laissent les Congolais entre eux en dehors de toute influence et ingérence extérieure.

C'est ainsi qu'après s'être retiré entre Congolais dans la salle du Ministère des Affaires Etrangères de la Zambie, deux heures de temps seulement avaient suffi pour permettre aux Congolais de s'accorder sur ce chapitre 5 au cours d'une réunion présidée par Mzee YERODIA pour la partie gouvernement, par Docteur Emile ILUNGA pour le RCD et Olivier KAMITATU pour le MLC.

Olivier KAMITATU, Azarias RUBERWA et moi-même avons eu la charge de rédiger le chapitre 5 de l'Accord de Lusaka sur la paix, lequel fût approuvé par toutes les délégations congolaises.

Je dois vous avouer que c'est à peine que je n'avais pas été pris pour traître. L'important pour moi, et pour ceux qui partageaient le même point de vue que moi, était d'arriver à un accord pour la paix.

Faudra-t-il rappeler aussi qu'avant la signature de l'Accord de Lusaka, tous les Congolais sinon la grande majorité, ne voulaient rien entendre de la négociation avec les mouvements rebelles. Je me souviens que Mzee Laurent-Désiré KABILA avait organisé une consultation sur l'opportunité de la

signature de l'Accord de Lusaka en tant qu'il prévoyait aussi la négociation avec les mouvements rebelles et avec le Rwanda et l'Ouganda.

L'histoire se répète. En effet, lors de notre dernière tournée de sensibilisation dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, la quasi totalité de la population avait au départ rejeté l'idée de la Conférence au motif que celle-ci nous mettrait en présence des insurgés et autres groupes armés et que cela était simplement une capitulation face aux revers que le CNDP a infligé à l'armée congolaise. . Heureusement qu'avec des explications données, en mettant en exergue la nécessité pour les communautés qui vivent ensemble de dialoguer et de se concerter en vue de marcher dans la même direction pour le bonheur de tous, cette idée a été finalement acceptée et elle est devenue aujourd'hui une réalité.

Pour revenir à l'histoire de la signature de l'Accord de Lusaka, malgré ses propres hésitations et la réprobation populaire, Mzee avait décidé d'aller signer cet Accord, ayant compris que le Rwanda et l'Ouganda qui pensaient dur comme fer que la République Démocratique du Congo n'allait pas signer, seraient déstabilisés et pris de court. C'est ce qui arriva effectivement, car après la signature de l'Accord par Mzee, le Rwanda et l'Ouganda demanderont une suspension des travaux pour leur permettre d'avoir des consultations entre eux, lesquelles dureront 5 heures ! Le MLC et le RCD signeront cet Accord plus tard.

L'application de cet Accord a connu beaucoup de problèmes. C'est ainsi que la nomination de Monsieur MASIRE comme Facilitateur, suivi de la fermeture de ses bureaux et la signature du plan de désengagement de Kampala n'avaient rien changé à la situation.

Le 26 janvier 2001, Joseph KABILA, investi Président de la République Démocratique du Congo, décide courageusement de changer des stratégies et d'opter pour la voie politique et diplomatique. Il va réhabiliter MASIRE comme Facilitateur.

C'est pour moi ici le lieu de féliciter le Président Joseph KABILA qui a eu le courage de parler avec ceux qui lui faisaient la guerre notamment le Rwanda et l'Ouganda en signant l'Accord à Pretoria avec le Président Paul KAGAME et l'Accord de Luanda avec le Président YOWERI MUSEVENI. C'est de la grandeur d'âme que naissent les grands esprits de paix. Et pourtant le Rwanda n'avait jamais accepté qu'il avait des troupes sur le territoire congolais. Mais les moyens politiques et diplomatiques ont obtenu le résultat nécessaire.

Le Dialogue Intercongolais va se tenir et se terminer le 17 décembre 2002 en Afrique du Sud par la signature de l'Accord Global et Inclusif dont l'objectif ultime fut l'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes après une transition inclusive de toutes les composantes, entités et autres forces vives. Qui l'eût cru, RUBERWA, Jean-Pierre BEMBA, Vice-Présidents de la République aux côtés de KABILA ? C'est le prix à payer pour la paix.

Le Président Joseph KABILA a accepté de partager le pouvoir avec ses frères du MLC, du RCD, du RCDKML, du RCD-N, des Mai-Mai dans le seul but de donner la paix aux Congolais.

C'est donc grâce à la voie politique et diplomatique que notre pays a connu la paix et des élections qui ont mis fin à la crise de légitimité populaire dans notre pays.

A peine une année après les élections générales organisées dans notre pays, lesquelles seront complétées cette année par des élections au niveau urbain, municipal et local, aucune raison ne peut justifier nos deux Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu à prendre sur elles la responsabilité de ramener le pays tout entier plusieurs années en arrière. Il y a là un déficit majeur que nous devons relever dans le cadre de cette Conférence.

Que faire maintenant ? Telle est la question qui se pose à nous tous en ce moment précis.

Nous sommes ici pour atteindre des objectifs précis notamment:

- Mettre fin à la guerre;
- Imaginer toutes les pistes de solution pour rétablir la sécurité puisque la guerre et l'insécurité qui s'en suit ont provoqué des déplacements massifs des populations;
- Répondre à la grande question humanitaire qui brise des centaines de milliers de nos compatriotes en les exposant à l'indignité et à la précarité;
- Nous sommes aussi là pour élaborer un plan, en consultation avec la Communauté Internationale, de reconstruction effective de nos deux Provinces. Car, je pense que nos Provinces qui font face à des guerres inutiles et incessantes sont aujourd'hui totalement sinistrées et méritent donc une certaine réparation.

C'est ma conviction que, les actes tangibles de reconstruction sont un soutien aux autres objectifs précités.

Je sais qu'il ne suffit pas d'écrire un plan pour qu'il soit financé, mais je pense qu'en ayant une feuille de route de développement, nous allons enrayer dans leurs racines profondes les causes des conflits récurrents.

En améliorant les conditions de vie telle par exemple eau, électricité, habitat, santé, routes et autres secteurs vitaux nous éloignons aussi le spectre des conflits interminables.

C'est pourquoi, je vous invite à éviter des longues phraséologies pour aborder la question de la paix. Nous avons organisé les élections et parallèlement à celles-ci nous avons amorcé le processus d'intégration de l'armée nationale.

Rappelons-nous, à l'origine le pays était divisé en plusieurs administrations: notamment le RCD, le RCD/KML, le MLC, le RCD/N, les Maï-Maï, etc. Comment expliquer que l'intégration des troupes dans l'armée nationale s'est déroulée sans anicroches ailleurs sauf chez nous ?

Pourquoi existerait-il au pays une façon particulière d'aborder les questions de l'Est du Congo ?

Existe-t-il une exception kivutienne qui imposerait à nos provinces de vivre les affres d'un enfer au paradis ?

Comment alors agir ensemble pour mettre fin à la guerre ?

Des chiffres en notre possession nous indiquent qu'il y a près de 40 groupes armés au Nord et au Sud Kivu. A côté de ceux-ci il y a les FDLR, les ex-FAR et les Interahamwe.

Pour résoudre ce problème, notre attitude doit être déterminante, elle doit suffisamment prendre du recul pour obtenir un élan nécessaire pour le saut qualitatif que nous voulons imprimer à notre société.

Pour ma part, il n'y a pas 36 voies pour mettre fin à la guerre. Le chemin pour y parvenir me paraît clair. Je vous propose qu'il soit élaboré au sein de la Commission thématique Paix et Sécurité où vont siéger les Experts militaires et d'autres nationaux et internationaux, un plan de désengagement avec plusieurs opérations à effectuer. Il s'agit de:

- celle déjà affirmée par le Gouvernement et le CNDP: le cessez-le-feu;
- l'identification de manière claire des positions de tous les groupes armés sur les territoires du Nord-Kivu et du Sud-Kivu;
- la création des centres de transit pour le regroupement des unités des groupes armés;
- le redéploiement de ces groupes armés vers les centres de transit;
- le transfert de ces groupes des centres de transit vers les centres de brassage pour certains et la réinsertion dans la vie civile pour d'autres qui accepteraient la démobilisation;
- l'élaboration d'un plan DDR avec les responsables de la CONADER.

Avant d'en arriver là, nous devons demander à tout le monde de faire des concessions car sans elles, on ne peut pas avancer. En clair, le CNDP, les Maï-Maï et autres sont venus à cette Conférence avec leurs revendications respectives. Bien sûr qu'il ne s'agit pas pour nous de les accepter comme parole d'évangile. Nous ne pouvons pas non plus refuser d'examiner ces cahiers de charge. Il faut les écouter en donnant la parole à leurs représentants pour que l'opinion tant nationale qu'internationale soit édifiée sur les vraies raisons qui les fondent à prendre les armes pour semer la

désolation dans leur propre contrée. Ça sera certainement aussi l'occasion pour qu'ils nous disent ce qu'ils attendent de nous.

N'ayons pas peur de cet exercice qui peut nous montrer dans beaucoup de cas que la révolte de certains de nos frères et sœurs ne tient qu'à peu de choses. Je m'en vais vous donner quelques exemples:

1. Si un groupe Maï-Maï nous disait qu'il refuse de se ranger, car il doit au préalable connaître le sort réservé à ces Officiers. Peut-on rejeter une telle demande alors que nous savons que cela a été fait avec d'autres groupes armés dans d'autres Provinces ? Il n'y a que le dialogue qui peut permettre de connaître et de résoudre ce genre de questions;
2. Le CNDP fait de la question ex-Far et Interahamwe une raison de son existence et de la guerre qu'il mène contre le pays, il soutient aussi que il continuera à se battre tant que les réfugiés Tutsi ne rentreront pas au pays.

A cet égard, il faut dire que la question des ex-Far et autres Interahamwe a fait l'objet d'un Accord entre le Gouvernement du Rwanda et celui de la République Démocratique du Congo. D'ailleurs au delà de nos deux pays, cette question préoccupe et intéresse la Communauté Internationale.

Le Rwanda ayant déjà accepté ce plan, les Experts du Ministère de la Défense et ceux de la MONUC vont nous présenter les grandes lignes de ce plan et l'affaire est réglée.

S'agissant des réfugiés, il faut signaler que ceux-ci sont invités à cette Conférence où ils ont un espace pour s'exprimer. Le HCR qui s'occupe d'eux est aussi invité à cette Conférence. Ce n'est donc pas une question du CNDP. Que je saches, il n'y a pas que des Tutsi comme réfugiés congolais en terre étrangère. Nous avons des réfugiés en Tanzanie, en Ouganda et au Burundi et tous sont représentés à ces assises.

S'il y a d'autres revendications, c'est le moment de les exprimer clairement dans le cadre de cette Conférence pour permettre leur examen et le cas échéant des pistes des solutions qui conviennent. Nous devons réduire sinon taire nos divergences voire nos différences souvent apparentes tout simplement.

Encore une fois, n'ayons pas peur de nous dire la vérité entre nous et ne ratons surtout pas cette occasion pour restaurer la paix et la sécurité dans les deux Provinces du Nord et du Sud Kivu.

Un autre exemple: le groupe dit de 47 va nous dire pourquoi il continue à être réfractaire au brassage et à l'intégration. Est-ce que pour cela nous devons laisser perdurer l'insécurité au Sd-Kivu ?

METHODOLOGIE

A plus ou moins 800 participants, je ne pense pas qu'il soit possible d'examiner ces questions des groupes armés dans ces conditions.

C'est pourquoi, je propose que l'examen des questions aussi sensibles que celles de groupes armés, soient préparées par le Comité des Sages qui sera chargé de soumettre ses réflexions et propositions à la plénière.

Si cette méthode peut nous agréer, les groupes armés seront consultés ensemble avec les représentants des communautés qui les soutiennent. Dans ce même contexte, le Comité des Sages s'entretiendra aussi avec les membres du Gouvernement du secteur de la défense et de la sécurité pour s'assurer que les propositions à présenter à la plénière de la Conférence vont bénéficier du soutien du Gouvernement.

Je vous remercie.

Vital KAMERHE